

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 21/12/3.4

SEANCE DU 13 DECEMBRE 2021
L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN ET LE TREIZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	27	4	2

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Benoît ADET, Anaïs HATRET, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTES :

Carine GINZAC, (représenté par Monsieur le Maire)
Guy PHILIPPEAUX, (représenté par Christine DEL NERO)
Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, (représentée par Michel THUILIER)
Stanislas ROQUEBERT, (représenté par Dominique RIGHI)

ABSENTS :

Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO.

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) et NUL(S) :</u>	

OBJET : Mise en place de la comptabilité M57 à compter du 1^{er} janvier 2022

Madame Christine DEL NERO, 1^{ère} adjointe au Maire informe l'assemblée que la commune d'Ollioules a souhaité mettre en place au 1^{er} janvier 2022 (soit un an avant son caractère obligatoire), la nomenclature budgétaire M57.

Cette instruction budgétaire nouvelle est la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète. Elle résulte d'une concertation étroite entre la DGCL, le DGFIP, les associations d'élus et les acteurs locaux. Cette instruction reprend sur la plan budgétaire, les principes communs aux 3 référentiels existants (M14, M52, M71) et a été conçue pour retracer au mieux l'ensemble des compétences exercées par les collectivités locales.

Madame DEL NERO confirme ainsi que sur ces seuls arguments, la mise en place du référentiel M57 au 1^{er} janvier 2022 est proposée au conseil municipal.

Par ailleurs, Madame DEL NERO explique que cette nouvelle instruction budgétaire étend aux collectivités des règles budgétaires assouplies et propose 2 axes permettant de donner une plus grande marge de manœuvre aux services gestionnaires.

1. La fixation du mode de gestion des amortissements des immobilisations en M57

Le champ d'application des amortissements n'est pas modifié sur le périmètre d'amortissement conformément à l'article R2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ainsi, pour les communes de plus de 3 500 habitants, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est considéré comme une dépense obligatoire à enregistrer dans le budget de la commune. Ces immobilisations qui sont destinées à rester durablement au patrimoine de la collectivité sont imputées en section d'investissement sur le compte de classe 2.

- | | |
|---------------------------------|------------------------|
| - Immobilisations incorporelles | compte 20 |
| - Immobilisations corporelles | comptes 21, 22, 23, 24 |
| - Immobilisations financières | comptes 26, 27 |

Il convient à ce stade, de rappeler que l'amortissement est une technique comptable qui permet à chaque exercice de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler. Ce processus permet de faire figurer à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consacrée à leur remplacement.

A cet effet, les communes ont la possibilité de fixer librement pour chaque catégorie de biens, les durées d'amortissement. Ainsi, dans le cadre de la délibération mise en place de la M57, il est proposé de mettre à jour notre délibération du 16.12.1996 en arrêtant les durées applicables à l'ensemble des biens. Cette liste des biens amortissables est arrêtée en annexe 1 de la présente délibération.

Enfin, il convient d'acter que la M57 impose le principe de l'amortissement d'une immobilisation prorata temporis ; l'amortissement étant calculé à la date effective d'entrée du bien dans le patrimoine de la Ville. Ces amortissements seront calculés à partir de 2022 (biens acquis à partir de cette date ...).

Il est encore proposé que cette règle soit aménagée :

- d'une part, pour les biens de faible valeur dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 1 000 € TTC qui seront amortis en une seule annuité au cours de l'exercice suivant leur acquisition,
- d'autre part, les subventions d'investissement ou d'équipement versées.

2. L'application de la fongibilité des crédits

La M57 offre la possibilité au conseil municipal de déléguer au Maire la possibilité de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chaque section. Dans ce cas, le Maire est tenu d'informer le conseil municipal de ces mouvements de crédits lors de la séance la plus proche (tableau récapitulatif).

Ainsi et pour information, cette règle de fongibilité appliquée à la Ville d'Ollioules en 2021 aurait autorisé en investissement 1 131 868 € de crédits fongibles et en fonctionnement 807 900 €.

Madame DEL NERO précise que cette disposition apporte de la souplesse à la gestion budgétaire en ce qu'elle permet en tant que de besoin, de transférer des crédits de chapitre à chapitre en investissement ou de réaliser des opérations budgétaires techniques sans attendre ...

Au regard de l'exposé qui précède Madame DEL NERO propose :

- de mettre en place au 1^{er} janvier 2022 la nomenclature budgétaire M57 pour le budget principal de la commune d'Ollioules,
- de fixer les durées d'amortissement des biens selon l'annexe à la présente délibération en appliquant la règle de l'amortissement prorata temporis à l'exclusion des biens dont le montant unitaire est inférieur à 1 000 €,
- de mettre en œuvre le dispositif de fongibilité des crédits de chapitre à chapitre à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel dans la limite fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chaque section.

L'ASSEMBLEE,

Vu la loi du 7 août 2015 dite loi NOTRe,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales articles L2312-2.27, L5217-10.6 et R2321-1,

Vu la délibération de la Ville fixant les durées d'amortissement,

Considérant l'avis du comptable public sur la mise en œuvre du droit d'option pour adopter le référentiel M57 au 1^{er} janvier 2022,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. ADOPTE la mise en place de la nomenclature M57 pour le budget principal de la Ville au 1^{er} janvier 2022.
2. CONSERVE un vote du budget par nature et par chapitre au 1^{er} janvier 2022.
3. APPROUVE l'annexe jointe fixant les durées d'amortissement des immobilisations.
4. DECIDE d'aménager la règle du prorata temporis requise pour les amortissements pour les subventions d'équipement versées et pour les biens de faible valeur inférieure au seuil de 1 000 €.
5. AUTORISE Monsieur le Maire à procéder en tant que de besoin, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion du chapitre 012 et ce, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



Envoyé en préfecture le 22/12/2021

Reçu en préfecture le 22/12/2021

Affiché le

ID : 083-218300903-20211213-D2021_12_3_4-DE